

Santé, Services sociaux et éducatifs

Ne pas parler du personnel, mais parler avec le personnel !

Le Syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL a écouté attentivement lorsque, le 23 janvier, les députés de la « Chambre des Députés » ainsi que la ministre de la Santé ont discuté, lors d'une interpellation, des professions dans le secteur de la santé et du social.

L'OGBL constate que les responsables politiques se sont enfin penchés sur le sujet. Il convient toutefois de rappeler que l'OGBL attire depuis toujours l'attention sur les conditions de travail difficiles du personnel dans le secteur de la santé et du social. Le manque de personnel a pour conséquence que les conditions de travail deviennent de plus en plus insupportables. Car c'est le personnel dans les entreprises qui ressent le plus ce manque et qui doit le combler au quotidien. Si le système de santé au Grand-Duché n'a pas connu d'effondrement jusqu'à présent, c'est uniquement grâce à l'engagement sans faille des salariés qui dépassent chaque jour leurs limites.

Outre le manque de personnel, certains députés ont soulevé un autre point que l'OGBL a déjà revendiqué à plusieurs reprises : l'introduction d'une convention collective unique pour l'ensemble du secteur de la santé et du social. Cette disparité, qui se traduit entre autres par une différence de salaires, suscite un grand mécontentement parmi le personnel. Ceux qui exercent le même métier devraient également travailler dans les mêmes conditions.

En revanche, les déclarations de la ministre de la Santé sont surprenantes. Malgré l'opposition claire des syndicats, des associations professionnelles et du CSCPS contre la création d'une nouvelle profession de santé, la ministre a décidé de suivre l'appel de la COPAS et d'introduire une nouvelle profession entre "aide-soignant" et "infirmier". A aucun moment, l'OGBL et le personnel concerné n'ont été impliqués dans les discussions. La création de cette nouvelle profession est problématique, notamment parce qu'elle rompt le duo "aide-soignant - infirmier" qui fonctionne depuis des décennies et introduit une deuxième classe d'infirmiers dont les tâches ne sont pas définies. Il en résultera inévitablement que les infirmiers classiques bien formés seront de moins en moins affectés directement au lit du patient et devront assumer de plus en plus de tâches d'organisation.

D'une manière générale, on constate que les projets du ministère de la Santé avancent sans aucun apport du personnel et de ses représentants, alors qu'ils sont les plus concernés par ces réformes. Cette approche est symptomatique de l'état actuel du dialogue social au Luxembourg.

Le Syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL demande donc instamment aux responsables politiques de prendre au sérieux le personnel du secteur de la santé, des soins et du secteur socio-éducatif - et donc les syndicats - et de les impliquer activement dans les discussions concernant leurs professions. Seuls les salariés qui doivent mettre en œuvre ces réformes savent ce qui est le mieux pour eux.

Communiqué de presse

Les responsables politiques doivent en outre être conscients qu'il ne faut pas mener une politique d'austérité dans le système de santé. Si le gouvernement souhaite un système de santé cohérent et durable ainsi qu'une prise en charge de qualité des personnes les plus vulnérables de la société, aucun coût ne doit être épargné. Une charge supplémentaire pour le personnel qui maintient le système serait fatale.

Par le passé, le personnel de la santé et des services sociaux a déjà clairement montré qu'il pouvait aussi exprimer son mécontentement dans la rue. Et aujourd'hui plus que jamais, il est prêt à défendre à nouveau ses intérêts dans la rue.

Le Syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL a demandé des entretiens avec tous les partis politiques et les ministères concernés.

**Communiqué par le Syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL,
le 24 janvier 2025**